

Une frontière floue entre savants et politiques

Elections fédérales Quelle place devraient prendre «les experts» et leurs études dans la sphère politique? Tantôt nécessaires à une juste prise de décision, tantôt instrumentalisées, l'utilisation des données scientifiques questionne.



Donna Leonie Gallagher

Au mois d'août, une poignée de météorologues suisses ont annoncé des températures supérieures de 6 à 7 degrés à ce qu'elles allaient être en réalité. Malgré leurs excuses et leurs explications quant à cette erreur, ils ont été accusés d'avoir falsifié les données pour accroître la panique climatique en année électorale. Une équipe de scientifiques qui aurait donc, selon certains, été instrumentalisée par des partis politiques.

Souvent reliés de près ou de loin au pouvoir décisionnaire, les «sages en blouse blanche» présents dans la sphère politique interrogent. Alors, entre nécessité d'expertise et ras-le-bol des spécialistes à toutes les sauces, quelle place la science doit-elle prendre dans la politique de tous les jours? Pour Marc Bühlmann, directeur de Année Politique Suisse à

77

Le fait que la science soit parfois instrumentalisée par la politique participe à un rejet des experts.

Marc Bühlmann

directeur de Année Politique Suisse à l'institut de science politique de l'Université de Berne

l'institut de science politique de l'Université de Berne, il convient déjà de préciser qu'un expert consiste en une personne qui a de grandes connaissances dans un domaine en particulier. «Mais attention, celui-ci ne devrait pas pour autant tendre à donner des réponses, mais plutôt se contenter de poser les bonnes questions», indique-t-il. Car il n'existerait pas de science avec un grand S. «Les spécialistes devraient donc se limiter à indiquer ce qu'ils savent être faux, mais pas forcément ce qu'ils pensent être vrai, puisque la science ne peut prouver une vérité, seulement éliminer certaines pistes.» Ainsi, selon le politologue, qu'il s'agisse de mathématis-



Alain Berset et Daniel Koch («Monsieur Corona»), médecin et ex-chef de la division des maladies transmissibles à l'OFSP, lors d'une conférence de presse en avril 2020 à Berne. Keystone

ciens, d'économistes, de sociologues ou de virologues, tous auraient leur place proche des organes décisionnaires.

Mais cette position se doit d'être nuancée. «Il est clair que les politiciens ont besoin d'experts pour les aiguiller et pour leur présenter certaines alternatives grâce à leurs connaissances. Mais à mes yeux, dans une démocratie qui fonctionne bien, les politiques demandent conseil aux experts, prennent ces avis en compte, mais ce sont eux seuls qui décident, puisqu'ils ont été élus pour ça.»

Déjà en 1919

En novembre dernier, le Conseil fédéral adoptait un rapport intitulé «Mettre à profit le potentiel scientifique en période de crise». Une démarche que le Gouvernement explique par l'expérience de la pandémie, qui aurait «démontré l'importance d'associer des experts scientifiques à une gestion de crise». Et pour cause, la pandémie a plus que jamais mis sur le devant de la scène cette problématique, le Conseil fédéral s'étant régulièrement entouré d'experts pour appuyer ou légitimer ses décisions. «A ce moment-là,

il y a peut-être quand même eu un problème. Certains experts étaient si souvent aux côtés du Conseil fédéral qu'ils auraient presque pu mettre en danger leur position de scientifique «neutre», relève Marc Bühlmann.

Car la nécessité de neutralité des scientifiques serait la principale raison pour laquelle ceux-ci ne devraient pas s'essayer à la politique. D'ailleurs, la question n'est pas nouvelle, puisque

le théoricien Max Weber avait abordé la thématique, déjà en 1919, dans son essai «Le savant et le politique». L'Allemand y plaide «une séparation entre la science, en tant que quête objective de la vérité, et la politique, en tant que domaine de valeurs et d'intérêts.»

La lassitude des experts

La crise du Covid aurait en outre accentué une certaine lassitude des experts. «Même si

je pense que les scientifiques sont nécessaires, particulièrement lors des crises, je comprends que certaines personnes en aient marre de ces «sages» qui leur expliquent comment vivre», analyse-t-il. «Cela fait partie d'un mouvement un peu plus général, un mécontentement des élites, des médias. Et bien sûr, le fait que la science soit parfois instrumentalisée par la politique, en interprétant des résultats à son

avantage ou en mettant en avant seulement certains aspects d'une étude, participe à ce rejet.»

Faut-il alors systématiquement se méfier des expertises? «Absolument», répond l'expert en politique, qui s'amuse de porter cette casquette le temps d'un article. «Se méfier signifie simplement garder son esprit critique, peu importe qui dit quoi. La vérité n'existe pas, il n'y a que de bonnes propositions.»

Réchauffement climatique: des données nécessaires?

Parmi les thématiques actuelles qui posent le plus la question de la nécessité de données scientifiques et des experts, la question du changement climatique. Pour Korab Rashiti, élu UDC au Grand Conseil bernois et candidat au Conseil national, il faut rester prudent. «Je ne nie absolument pas la réalité d'un changement climatique. Mais je pense qu'il ne faut pas se fier aveuglément aux différentes études. Certaines questions se posent notamment quant à l'origine anthropique de ce réchauffement», avance-t-il.

Selon l'UDC, la plupart des politiciens se réfèrent au rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) pour déterminer de l'urgence climatique et des façons d'agir. «Mais le fait est que ce rapport contient de multiples biais. Notamment parce que Gouvernements et scientifiques en font partie ensemble. Ainsi, les différents Etats peuvent s'opposer à la publication de certaines données.» Korab Rashiti estime ainsi que de manière générale, les experts devraient jouer un rôle de recherche

accessible à tous, en publiant des données tout à fait transparentes. Mais ils ne devraient pas endosser le rôle de politicien. Myriam Roth, conseillère de ville biennoise également candidate au Conseil national, ne partage pas cet avis. Pour l'élue Verte, ces remises en question sont un frein au virage écologique nécessaire. «Je ne comprends pas comment on peut, encore aujourd'hui, remettre en question les données scientifiques», indique-t-elle. «Le GIEC alarme la population depuis longtemps. Ne pas y croire, c'est

une forme de scepticisme plutôt néfaste. Bien sûr, je comprends qu'on puisse ne pas tous être du même avis, mais il faut absolument faire confiance aux données scientifiques», expose la conseillère de ville. D'ailleurs, la politicienne ne serait pas contre un mélange des genres entre experts et politique. «La situation est tellement alarmante que je pense qu'il faut un certain nombre de scientifiques élu au Parlement. Cela permettrait certainement de faire avancer les choses un peu plus vite.»